

**SPÉCIAL « 1000<sup>e</sup> NUMÉRO » EN KIOSQUE**

# le monde **libertaire**

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

25 AU 31 MAI 1995

N° 1001

10,00 F

## **DE LA NÉCESSITÉ DE REFUSER LA BANALISATION DU FRONT NATIONAL**

**Il faut encore  
250 000 F  
pour un local ML  
et un studio RL**

(chèque à l'ordre de DMC,  
à adresser à la librairie  
du Monde Libertaire)

**I**LS ONT TUÉ ! Les salauds ! On s'étonne, on dénonce, on manifeste : tous unis contre le racisme et les skinheads... On pointe le FN et son idéologie, mais on oublie les lois discriminatoires vis-à-vis des immigrés, les attaques contre ceux qui aident et hébergent des sans-papiers. Mitterrand et le RPR y vont de leur discours contre la haine et la violence. Très bien ! Et pendant ce temps, tout le monde a été à la pêche aux voix du FN pour le second tour...

**Y-a-t-il un retour des skins ?** — Depuis dix ans, les violences racistes ont tué plusieurs dizaines de personnes, qu'elles soient le fait de skinheads, de racistes ou de policiers. Rappelons-nous les années 88-90, les attaques de concerts et les ratonnades par les skins. Mais les skins ont dû rabaisser leurs prétentions, entre autres grâce à l'action des militants antifascistes, des jeunes des banlieues... Les groupes politiques auxquels les skins étaient liés : le Parti nationaliste français européen (PNFE), les Faisceaux nationalistes européens (FNE), l'Œuvre française, ont eu quelques démêlés avec la police et ont dû faire profil bas. Des militants très connus comme O. Tod de Tours, propagateur des idées du Klan en France a dû se calmer après avoir fait plusieurs séjours en prison.

Pour autant, la scène skin underground est restée très vivante comme l'indiquent les nombreux rassemblements clandestins permettant de tisser les liens, les multiples zines (plus d'une trentaine) faisant l'éloge de la musique oi, des idées

nazies et nationales-socialistes, du racisme..., et enfin une implantation dans la plupart des groupes de supporter de football. Moins exubérants, les skins sont aujourd'hui sûrement plus déterminés. Si le Front national (FN) a servi sur un plateau ceux de Reims à la police, c'est qu'il les connaît bien et se sert d'eux pour les tâches qu'ils affectionnent : collage, service d'ordre, actions coup-de-poing. Ils n'ont pas la carte du FN dans leur poche, mais les idées de Le Pen dans la tête. Et comme le Parti nazi affectionnait tout particulièrement les SA dans les années 20, pour faire la chasse aux Juifs et aux communistes, le FN ne déteste pas recourir aux services des skins pour ses basses œuvres. Pour autant, ceux-ci sont difficilement encartables. Ils préfèrent fonctionner

(suite p. 3)



**JUPPÉ À MATIGNON**

## **Un nouveau gouvernement pour une même politique**

**U**N PETIT VOYAGE à Colombey, le jour de son intronisation, pour émuoir la France profonde et une petite visite à Strasbourg avec Kohl le lendemain, parce qu'il faut bien tenir compte des réalités internationales, auront été les deux actes symboliques du nouveau chef d'Etat. Chirac ne pouvait pas mieux résumer ce qu'allait être sa politique à venir, à savoir une gymnastique permanente entre les tendances conservatrice et nationaliste de la société française et un marché économique mondialisé qui détermine en

grande partie ce qui se fait réellement au quotidien. Entre les deux, il aura présenté un premier gouvernement où le rapport de forces entre UDF et RPR, issu du premier tour électoral, est respecté. Le souci d'apaiser les querelles est évident mais pas innocent. La droite n'aura pas trop de toutes ses forces pour faire face à une situation sociale instable et une opinion publique plus versatile que jamais.

**Le changement ?** — Ayant été élu sur un discours autour du

« changement », Chirac va bien devoir donner quelques signes tangibles de sa bonne volonté. Les médias nous ayant obligeamment mis dans la confiance, depuis quelques semaines nous savons que le SMIC va augmenter plus que prévu (entre 3 et 4%) et peut-être même avant la date normale du 1<sup>er</sup> juillet. Quelle générosité ! Nous savons aussi qu'un nouveau statut social va apparaître, le Contrat initiative emploi (CIE), destiné aux chômeurs de longue durée. C'est tout bénéfice pour les patrons exonérés de

charges, qui verront aussi apparaître un bonus de 2 000 F par mois, sous forme de prime, et ceci pendant deux ans.

Ces deux mesures « phare » sont mises en avant pour souligner la prise en compte des revendications les plus importantes qui traversent la société française : les salaires et l'emploi. Par ailleurs, d'autres mesures sont en projet ou expérimentées localement pour faire

(suite p. 4)

**AMNISTIE  
pour les  
RÉFRACTAIRES  
au SERVICE  
NATIONAL**  
Soutien mode d'emploi  
**P. 5**

T 2137 - 1001 - 10,00 F





# L'ASTI nantaise dans le collimateur

L'étau se resserre autour de celles et ceux qui défendent contre vents et marées le droit d'asile en France. C'est le cas de l'ASTI nantaise qui, en riposte à l'audition de son président par la police de l'air et des frontières, a diffusé le texte ci-dessous.

LE 27 DÉCEMBRE 1994, l'ordonnance du 2 novembre 1945 concernant l'entrée et le séjour des étrangers en France a été modifiée par l'Assemblée nationale, notamment l'article 21.

L'article 21 commence ainsi :

« Article 21.1 : toute personne qui, alors qu'elle se trouvait en France, aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 200 000 F... »

Cet article s'applique aux personnes physiques (individus) mais également aux personnes morales, notamment les associations, cela en application des articles 121.2 et 131.39 du nouveau code pénal voté en juillet 1993 :

« Article 121.2 : les personnes morales, à l'exclusion de l'Etat, sont responsables pénalement, selon les distinctions des articles 121.4 à 121.7 et dans les cas prévus par loi ou le règlement, des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants... »

Quant à l'article 131.39 du code pénal, il fait état de sanctions à l'encontre des personnes morales ou de ses représentants, notamment la dissolution, l'interdiction d'exercer des activités professionnelles ou sociales, l'interdiction d'émettre des chèques, la confiscation de la chose qui servi ou était destinées à commettre l'infraction.

Ainsi, par l'articulation de ces articles de loi, une association comme le Groupement accueil service promotion du travailleur immigré (GASPROM) se donnant

les moyens d'atteindre les buts définis par ses statuts pourrait être dissoute ou réduite au silence.

Le GASPROM-ASTI existe depuis vingt-cinq ans à Nantes. Cette association s'est donnée pour but de lutter contre le racisme et les discriminations, de défendre l'égalité des droits entre Français et immigrés.

Concrètement, parmi les nombreuses missions (social, culturel, alphabétisation, juridique...) qu'il s'est donné, le GASPROM est amené à aider des personnes étrangères, pour faire valoir leurs droits quand elles sont en situation régulière, pour obtenir une régularisation de leur situation quand elles ne le sont pas ou encore pour les aider dans leurs démarches afin d'obtenir l'asile politique.

De plus en plus souvent également, le GASPROM est amené à défendre les droits de personnes de nationalité française, amies ou parentes d'étrangers.

Depuis vingt-cinq ans, le GASPROM n'a pas failli à sa tâche et ne faillira pas. Mais en affirmant notre solidarité et en agissant en faveur de personnes étrangères en situation irrégulière, le GASPROM est pratiquement hors-la-loi depuis le 27 décembre 1994. En même temps que nous assumons notre action et sa légitimité, nous affirmons le caractère illégitime et liberticide de cette loi.

Depuis la rentrée de septembre 1994, plusieurs associations anti-racistes font l'objet de poursuites judiciaires : l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI) d'Orléans poursuivie pour diffamation envers la police nationale, en faisant état publiquement de ses craintes d'une vichysation de l'administration à propos de centres de rétention ; le



Octobre 1985 : « Tour de France de l'égalité », à l'initiative de SOS-Racisme. Photo René Jean/AFP.

MRAP d'Aubenas dans l'Ardèche, dont une des responsables est poursuivie pour avoir osé poser des questions sur les lenteurs de la police à enregistrer la plainte d'un immigré.

## Aujourd'hui, serait-ce le tour du GASPROM d'être poursuivi pour son action ?

Le vendredi 20 avril, en effet, convoqué par téléphone la veille, son président s'est rendu dans les locaux de la Police de l'air et des frontières (PAF) afin d'être entendu dans le cadre d'une enquête préliminaire, suite à une instruction du procureur de la République, dans une affaire où le GASPROM serait accusé en même temps que deux personnes de nationalité roumaine d'« aide au séjour irrégulier » ainsi que d'« établissement de certificats inexacts ».

Sur le premier point, le GASPROM assume complètement (comme nous le disions plus haut) le fait qu'il aide effectivement des personnes en situation irrégulière, toujours dans le but de régulariser leur situation. Le GASPROM affirme aussi lutter contre toutes limitations au droit d'asile et aide concrètement toute personne qui se

présente qui se présente dans se locaux et se déclare persécutée dans son pays d'origine à entamer une démarche de demande d'asile politique.

Pour entamer une démarche de demande d'asile à la préfecture, toute personne étrangère doit, outre le fait de décliner son identité, être en mesure de présenter une adresse à laquelle son courrier pourra lui être remis. Cette adresse peut être son domicile. La plupart des demandeurs et demandeurs d'asile n'en n'ont pas, au moment de leur arrivée en France. Elles s'adressent alors soit à des compatriotes qui disposent d'un logement, soit au mouvement associatif, à des associations humanitaires comme la Croix-Rouge ou des associations qui, comme le GASPROM, défendent les droits des étrangers. Ces associations, sans être en mesure de les héberger, peuvent néanmoins leur fournir une adresse postale qui permettra leur correspondance avec les diverses administrations et juridictions tout au long de leur demande d'asile. Cela est légal.

C'est cela qui est reproché aujourd'hui au GASPROM par la Préfecture, qui s'est déjà plainte par voie de presse écrite et audiovisuelle en décembre du rôle joué par

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

## Bulletin d'abonnement

| Tarif  |       | France<br>(+ DOM-TOM)          | Sous pli fermé<br>(France)     | Etranger                       |
|--------|-------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 1 mois | 5 n°  | <input type="checkbox"/> 35 F  | <input type="checkbox"/> 70 F  | <input type="checkbox"/> 60 F  |
| 3 mois | 13 n° | <input type="checkbox"/> 95 F  | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 140 F |
| 6 mois | 25 n° | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 310 F | <input type="checkbox"/> 250 F |
| 1 an   | 45 n° | <input type="checkbox"/> 290 F | <input type="checkbox"/> 530 F | <input type="checkbox"/> 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien ☐  
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐  
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐  
**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# De la nécessité de refuser la banalisation du Front national

le GASPROM de sa responsabilité dans l'arrivée dans le département d'un nombre important de demandeurs d'asile roumains, engorgeant ainsi les administrations.

La plainte actuelle est dans la suite logique de cette campagne de dénigrement.

Le GASPROM avait, à l'époque, répondu qu'il défendait le principe que le droit d'asile est un droit et que toute personne qui se déclare menacée doit pouvoir entamer une démarche. Mais comme ces certificats sont légaux, les pouvoirs publics cherchent un autre moyen d'attaquer le GASPROM.

Sur le second point (« *établissement des certificats inexacts* »), ça n'est pas dans l'usage du GASPROM d'entrer dans la pratique de la délivrance de documents faux ou inexacts. Aucun élément ne permet de mettre en cause une personne ou une autre du GASPROM.

## La Roumanie est-elle un pays sûr ?

Le GASPROM tient à dénoncer un amalgame comme quoi les demandeurs d'asile roumains seraient systématiquement de faux demandeurs d'asile, ainsi que des délinquants potentiels. En bref, il n'y aurait plus de cas de personnes persécutées en Roumanie. Et donc, plus de justifications pour la Fance à accorder le droit d'asile à des Roumains. Rien n'est moins sûr :

— la Roumanie actuelle est complètement déstructurée par l'effet d'années de régime du dictateur Ceaucescu, exécuté en 1989. Depuis 1989, l'oppression étatique de Ceaucescu a fait place au régime musclé de Ion Iliescu, certes moins oppressif. Mais des points noirs existent encore quant aux droits de la personne humaine ;

— les Tsiganes de Roumanie y sont l'objet de violences racistes. Au moment où nous célébrons le cinquième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'ouverture des camps de la mort,

il n'est pas inutile de rappeler que les Tsiganes ont été avec les Juifs parmi les principales victimes de la barbarie nazie et que l'Europe contemporaine connaît encore des poussées de racisme contre les gens du voyage ;

— des tensions existant entre l'Etat roumain et l'Etat hongrois, la minorité magyare de Roumanie souffre de discrimination ;

— de même, certaines minorités religieuses chrétiennes y sont victimes de persécutions ;

— toujours en Roumanie selon le rapport 1994 d'Amnesty International, des personnes ont été emprisonnées en raison du seul fait de leur homosexualité. Ce rapport fait état également de cas de tortures et mauvais traitements par la police roumaine, principalement à l'encontre des Roms.

Qui, au vu de ces éléments, osera dire que la Roumanie est un pays respectueux des droits de la personne humaine ?

Qui, au vu de ces éléments, osera prétendre que la Convention de Genève ne peut s'appliquer à des personnes de nationalité roumaine ?

En tout cas, pas le GASPROM qui réaffirme sa solidarité avec les demandeurs d'asile, d'où qu'ils viennent !

Derrière ces attaques contre le GASPROM, il y a volonté d'attaquer toute activité de solidarité avec les immigrés et aussi volonté de mettre au pas la vie associative.

Le GASPROM continuera et pour résister collectivement a décidé de mettre en place une présidence collective. ♦

**GASPROM-ASTI de Nantes**

N.B. : **GASPROM-ASTI, 24, rue Fouré, 44000 Nantes. Tél./fax : 40.47.00.22.** Permanences : lundi et vendredi de 18 h à 20 h et tous les matins de 9 h à 12 h.

## A LA PETITE SEMAINE

### Indépendance syndicale

Au pays de Jaurès, on ne transige pas avec les principes. Un adhérent de la CGT du Tarn, chatouillé par des ambitions politiques personnelles, vient de se voir radié de son syndicat pour ne pas s'en être souvenu.

Le motif d'exclusion, rendu public, ravira sans nul doute les tenants forcenés de l'indépendance syndicale, car on y précise que « *nul ne peut faire valoir sa qualité d'adhérent pour une action politique, philosophique ou religieuse* ».

Surprenant et bien tardif respect des règles, dira-t-on. Et puis, suivez mon regard, que de soucis à se faire dans cet ex-grand parti des travailleurs si le principe s'applique à tous... Mais qu'on se rassure, cette petite histoire ne tenait pas compte jusque-là d'un « détail » qui a son importance : le syndiqué banni est candidat aux prochaines municipales d'Albi sur la liste du Front national.

L'indépendance syndicale, ça va, ça vient, et si une canaille a pu être renvoyée à sa beauferie d'origine en son nom, de nombreuses autres pourront continuer à pourrir tout ce qu'elles touchent depuis des décennies en s'asseyant dessus allégrement. ♦

**FLORÉAL**

**ERRATUM** : un bourdon a rendu incompréhensible le premier paragraphe du dernier *A la petite semaine*. Il fallait lire : « *Quand le temps a passé sur les carnages, par-delà les monceaux de cadavres que l'étendue des pouvoirs, l'esprit de conquête et la volonté de domination ont semés au long de l'histoire humaine, les leaders, les dirigeants, les chefs et autres meneurs d'hommes finissent toujours par se rendre hommage.* »

(suite de la « une »)

en bandes avec leurs leaders, et les bastons entre eux ne sont pas rares. Leur nombre reste encore « faible » (2 000 en France), même si leur présence est plus que dérangeante... Au-delà de la compréhension de la galaxie skin, il ne faut pas oublier le contexte politique dans lequel s'est produit ce meurtre.

### Consensus politique contre les immigrés et apathie antifasciste

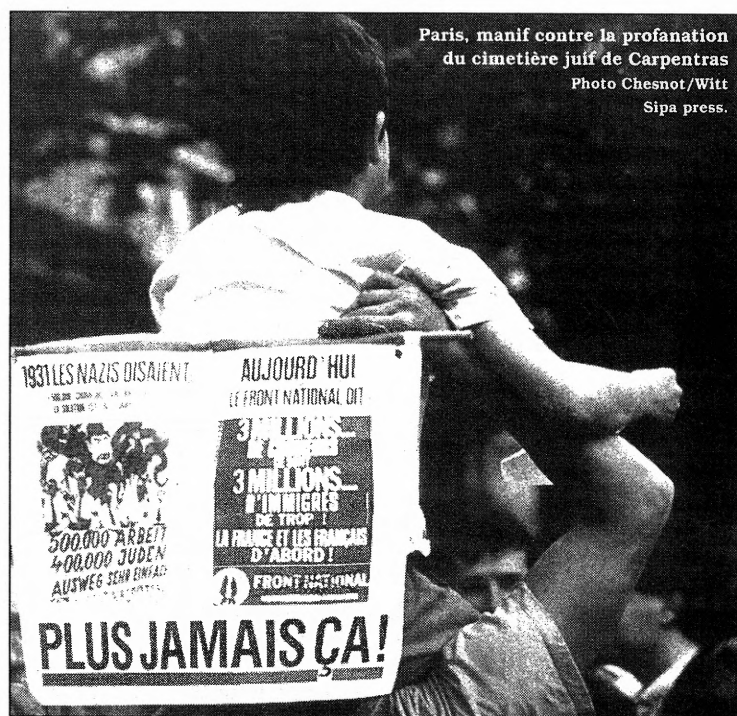
— Pendant la campagne électorale, le discours politique de la part du Parti socialiste et de la droite classique sur l'immigration et la sécurité était consensuel (cf. *No Pasaran* n° 26, avril 1995). Tout le monde était d'accord sur les lois Pasqua et le renforcement policier au quotidien (filotage, polices municipales, renforcement des milices dans les lieux de consommation et de transport...). Le Pen, quant à lui, continuait de distiller ses petites phrases xénophobes, ne dénonçant pas le meurtre d'Ibrahim, à Marseille, par trois de ses colleurs d'affiches au mois de février. Il rappelait même que cela avait permis de mesurer l'importance de la communauté comorienne en France.

Les manifestations antifascistes, à la différence de la campagne de 1988, n'étaient plus de mise pour la gauche traditionnelle : Parti socialiste et Parti communiste, même si le candidat Hue déclarait être le seul candidat anti-Le Pen. Selon le contexte local, les manifestations antifascistes ont réuni de quelques dizaines de personnes (Paris) à plusieurs milliers (Lyon, Nantes, Rouen...), mais n'ont pas eu droit de cité dans les médias.

Certains groupes — SCALP, Ras-le-Front, le réseau No Pasaran — continuent de faire de la lutte antifasciste un axe majeur dans les mobilisations de ces dernières années sur le logement, les exclusions, la précarité, la solidarité avec les étrangers. Souvent, on leur a reproché : soit que le FN et Le Pen n'étaient pas un danger (de la part de la gauche traditionnelle), soit qu'il fallait mettre tous les problèmes sur le dos du capitalisme ou du PS (voir à ce sujet les analyses de certaines organisations libertaires, de Lutte ouvrière...)

Et le 1<sup>er</sup> mai, lors de la manifestation libertaire arrivée sur la place de la République à 12 h, l'appel antifasciste du groupe REFLEX-SCALP a été ignoré par les autres organisations... mesurant les forces en présence (policières et fascistes), il s'agissait avant tout de montrer que les parades de Le Pen et de ses sbires ne pouvaient pas rester sans réaction, aussi limitée soit-elle.

Deux jours après, tout le monde en appelait à un sursaut antifasciste



Paris, manif contre la profanation du cimetière juif de Carpentras  
Photo Chesnot/Witt  
Sipa press.

et disait que vraiment Le Pen était un raciste. Comme s'il fallait encore un meurtre pour dire une telle banalité !

Sortir de la simple dénonciation et réfléchir à une stratégie antifasciste serait préférable au simplisme consistant en une dénonciation des manquements socialistes et de l'hypocrisie de droite quand ils se retrouvent main dans la main contre Le Pen.

### Autonomie et convergence dans les luttes

— Certains voient dans le troisième tour social une aubaine pour les idées révolutionnaires. Ou dans la « révolte » des banlieues, des motifs de satisfaction sur le bien fondé de nos analyses. Il serait temps de sortir de ces schémas pré-établis qui s'apparentent plus à la méthode Coué qu'à une convergence des mouvements sociaux vers une remise en cause de la société à plusieurs vitesses. Qui sait si les déchirements de nos sociétés, l'atomisation et la perte des repères n'entraîneront pas l'appel à un homme providentiel ? A droite, certains s'en réfèrent à de Gaulle et au pacte républicain, mais il pourrait y avoir des surprises.

Depuis plus de quinze ans, la société s'est droitisée. Les valeurs « progressistes » sont loin d'être dominantes dans les milieux déshérités. Et au sein des classes moyennes, on se bat avant tout pour obtenir une plus grande part du gâteau.

Certes, l'émergence du Droit au logement (DAL) et d'Agir contre le chômage ! (AC !), comme mouvements revendicatifs larges n'est pas à négliger. Au-delà de nos différences politiques — divergences sur le rapport avec le Parti socialiste —, avec ces regroupements, il y a aussi de réelles divergences sur les analyses et les revendications. Nous ne nous battons pas pour un « capitalisme à visage humain ».

Offrir des perspectives novatrices

comme le propose l'initiative « Appel pour une coordination des luttes contre les exclusions » (publiée dans *le Monde libertaire* n° 999) trace quelques lignes force sur l'autonomie dans les luttes, la place du travail, le besoin de fonder une société basée sur la qualité et non la quantité... Plus globalement, la refondation d'un courant révolutionnaire passe par une interrogation de l'ensemble des facteurs scientifique, culturel, politique, économique... et doit s'articuler avec des pratiques militantes.

Dans ce cadre, l'antifascisme radical a toute sa place et reste plus que jamais nécessaire. Le développement des idées et pratiques sécuritaires, du fascisme dans toute l'Europe — bien sûr, il faut s'extraire d'un mimétisme d'avec les années 30 —, de la légitimation des idées différentialistes et racistes, des politiques discriminatoires doivent faire l'objet d'une sensibilisation et d'une information continues. Concrètement, il s'agit aussi de renforcer les actes de désobéissance civile (contre le flicage quotidien, les caméras-vidéo, pour l'accueil des réfugiés et des sans-papiers) et d'appliquer autant faire se peut la maxime : « *Pas de racistes et de fascistes dans les quartiers, les lycées, les facultés...* », en associant le maximum de personnes, en développant l'auto-organisation et la prise en main par les gens de leur devenir, par une citoyenneté active retrouvée.

Défendre notre autonomie d'action et de réflexion en prenant part aux luttes sans vendre notre âme au nom d'une unité politique factice et mythique (reposant sur le mouvement ouvrier et la gauche, sur l'opposition Capital/Travail) et refuser la banalisation des actes racistes et fascistes est un combat de tous les jours. ♦

**GÉRONIMO**  
(REFLEX - Paris)



# Un nouveau gouvernement pour une même politique

(suite de la « une »)

travailler des chômeurs dans des entreprises et les faire payer par l'ASSEDIC. La main d'œuvre gratuite, voilà l'idéal pour la capital. A ce tarif, pas besoin de robots, c'est sûr ! Il est difficile de penser que ce « changement » suffise à désamorcer les revendications actuelles des salariés.

Pour le reste, je vous renvoie au programme électoral. Chirac poursuivra le processus de désarticulation de la protection sociale et de l'éducation, et privatisera certains secteurs (Télécoms, Usinor...). Il continuera la politique de réduction des coûts de production en transférant les « charges » des entreprises sur la TVA, payée par les seuls consommateurs (la TVA sera portée de 18,6 à 20%) et sur la CSG, cette mesure du génie rocardien. Pour amuser la galerie, l'idée du référendum va resurgir et lancer des « débats médiatiques », destinés à embrouiller les pistes. Pendant qu'on cause de ça... Au bout du compte, rien qui puisse vraiment nous étonner ni résoudre les problèmes quotidiens auxquels nous sommes confrontés. De toute façon, personne ne se faisait d'illusions.

**Le PS n'est pas un parti d'opposition mais d'alternance** — Au bout du compte, le Parti socialiste a électoralement plutôt bien résisté. Et pourtant les socialistes semblaient craindre une sanction

populaire justifiée par leur responsabilité écrasante sur les grandes orientations politiques de l'Etat et en raison de leur appui aux restructurations capitalistes. Notre camarade Sébastien Basson a très bien cerné les faits, dans le n° 1000 de notre journal. Le PS a habilement su instrumentaliser le mécontentement social en jouant sur le risque de non existence d'un candidat de gauche au second tour. Ce réflexe anti-droite a fonctionné au-delà de ses espérances et le place aujourd'hui au rang de leader « naturel » de l'opposition. Mais il apparaît de plus en plus clairement qu'il y a chez les socialistes une stratégie articulée sur deux axes. D'une part, il s'agit pour le PS de tenir un discours se voulant de gauche, porteur et représentatif des revendications du monde du travail. Pour ce faire, il s'appuie de plus en plus sur la « société civile », c'est-à-dire sur un réseau associatif (antifascisme, logement, vie de quartier, lutte contre l'exclusion...) qui agit de manière sectorielle et permet au « centre » — le PS — de se fabriquer une clientèle et d'être seul capable d'ouvrir et de représenter des perspectives politiques. Cela s'articule très bien avec le climat ambiant de rejet du « politique » et avec l'intérêt porté aux choses concrètes, où l'on a l'impression d'agir réellement. D'autre part, le PS s'inscrit dans une perspective de plus en plus ouvertement social-démocrate, gérante et garante du

système existant. Ce double langage a permis de canaliser le monde du travail et de le forcer à se plier aux exigences capitalistes. C'est cette capacité de contrôle qui légitime le PS à être un parti de gouvernement fiable et efficace.

Aujourd'hui, le PS n'est plus un parti d'opposition mais une force

peut accepter d'être perturbé dans son développement et son adaptation au marché mondialisé. Il doit impérativement y avoir continuité dans la gestion de l'appareil d'Etat.

En ce sens, la fonction du Front national peut être vue sous un autre jour. Chirac et Jospin s'indignent du développement de ce parti fasciste et

d'envergure est prévue par les organisations syndicales le 14 juin pour globaliser les revendications sur la réduction du temps de travail, les salaires... Par ailleurs, l'association « Droits Devant » a déjà organisé une fête importante et réquisitionné deux immeubles pour rappeler qu'il y a des SDF. Il s'agit bien pour chacun de marquer symboliquement l'espace politique, en rappelant qu'il n'y aura pas de délai de grâce pour le nouveau premier ministre, Alain Juppé. Par ailleurs, c'est un moyen de peser sur les négociations syndicats-patronat à propos de la réduction du temps de travail, des salaires, de l'emploi... qui doivent reprendre prochainement.

Nous pouvons tout de même remarquer que ces initiatives ont été décidées, pour l'essentiel, dans les sphères dirigeantes des syndicats et des partis. Elles doivent donc être aussi perçues comme une volonté de prendre le contrôle d'une situation sociale qui s'est caractérisée par des séries de grèves en pleine période électorale, et qui a été largement à l'initiative de la base. L'encadrement des luttes est un des enjeux de l'année à venir, et personne ne sait vraiment comment vont s'articuler les événements.

Nous savons qu'il existe un potentiel contestataire et radical dans la société, né des laminages, des restructurations capitalistes et des évolutions des rapports sociaux (perception et fonction du travail, rapports de sexes, écologie...). Nous savons que le système continuera à précariser, à flexibiliser, à diminuer les coûts de production, à sélectionner de plus en plus dans l'enseignement... Nous savons que les fonctions d'intégration et de collaboration des grands syndicats et partis seront de plus en plus évidentes, donc susceptibles d'être rejetées par de nombreuses personnes. Nous savons qu'il y a une aspiration à un projet de transformation radicale de la société construit dans une perspective d'égalité et d'autonomie des individus.

Les anarchistes ont, de par la force des choses, un espace politique à occuper. Petit à petit, nous en prenons conscience et commençons à être présents dans les débats et les luttes. Dans l'immédiat, nous ne pourrions improviser un rapport de forces capable de modifier profondément les règles du jeu. Il est certain, par contre, que nous avons les idées et la capacité de dynamiser un pôle pouvant intervenir et peser sur et dans la société.

Le 52<sup>e</sup> congrès de la Fédération anarchiste a largement pris la mesure des enjeux. Il s'agit maintenant d'articuler nos analyses, nos projets, nos fonctionnements avec nos pratiques. C'est ce à quoi nous devons nous attacher. ♦

**BERNARD**  
(gr. Déjacque - Lyon)

**« L'homogénéisation et l'intégration de la classe politique française : une vision pétainiste de l'histoire, qui nie les réalités de classes, veut pacifier la société... »**

d'alternance prête à gérer et à être au gouvernement si aux prochaines élections législatives de 1998 le mécontentement social évince les partis de droite. Ce qui est parfaitement possible.

Chirac a intégré cette dimension dans sa stratégie, et n'aura qu'à marcher dans les pas de Mitterrand.

**La pacification de la classe dirigeante** — C'est sans doute la grande réussite de Mitterrand que d'avoir amorcé l'homogénéisation et l'intégration de la classe politique française. Il s'agit bien d'une vision pétainiste de l'histoire, qui nie les réalités de classes, veut pacifier la société et atomiser chacun d'entre nous dans l'imagerie de « la France pour tous ». Cela correspond aux besoins du système capitaliste qui ne

refusent solennellement toute compromission avec Le Pen. Du coup, cela réhausse leur crédit et les fait apparaître comme démocrates, républicains... Cela renforce l'idée que face aux risques internationaux et aux risques de dérapages lepenistes il n'y a que deux alternatives : Chirac ou Jospin. Il est donc alternativement possible de consommer du RPR ou du PS, selon votre besoin de défoulement. C'est ce message que nous ont envoyés Chirac et Jospin lors de leur débat télévisé où ils ont fait assauts de politesse. Ce sont ces idées de « réconciliation nationale » qui ont réuni, côte-à-côte, Chirac et Mitterrand pour les cérémonies officielles du 8 mai 1945.

Dans une certaine mesure, il n'y a donc plus ni droite ni gauche, mais des partis de gouvernement appelés alternativement à gérer le système. Il convient donc d'être prudent et de ne pas prêter le flanc aux conversations de comptoir qui, avec facilité, mélangent les genres en mettant tout ce qui est « politique » dans le même sac, et confondant « lutte de classes » avec « droite/gauche ».

**Et pourtant les luttes de classes n'ont jamais été autant d'actualité** — Il est probable que la mise en place du nouveau gouvernement et les municipales vont obstruer quelque peu l'actualité. Les sociaux arguent de la menace de l'Etat RPR pour rebondir sur leur presque succès à la présidentielle et essayer de conserver leurs mairies. La droite montre que la gauche n'a pas non plus le monopole de la « promotion de la femme » et qu'elle sait pardonner à ceux qui avaient misé sur le mauvais cheval, Balladur. Et puis, nous approchons de la période des vacances... Alors il est probable qu'il faille attendre la rentrée pour voir comment vont se passer les choses. Néanmoins, quelques coups de semonce vont être adressés au gouvernement, puisque des appels à manifester sont prévus pour ces jours-ci. Les Télécoms, EDF, GDF... tous les secteurs dont les privatisations sont en gestation manifestent. L'enseignement public sera dans la rue le 7 juin pour des crédits et des postes. Une initiative

## PARUTIONS

### BULLETIN

Le nouveau numéro du bulletin *Brisons nos chaînes* (édité par le Réseau pour l'abolition de la télévision, animé par un militant de la FA) vient de paraître. On peut se le procurer à la **librairie du Monde Libertaire** contre la somme de 10 F.

### PRESSE

Le n° 2 (deuxième trimestre 1995) du journal du groupe Léo-Ferré du Tarn, *Libert'ère*, est paru. Il coûte 5 F (abonnement pour 5 numéros : 25 F, port compris. Chèque à l'ordre du CROS). A commander au **CROS, BP 06, 81390 Puybagon**.

### PRESSE

Le n° 119 (mai 1995) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes est paru. Prix : 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants »). « **Contre-Courants** », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

### AUTOCOLLANTS

Le groupe Ne Plus Subir (Moselle/Bas-Rhin) a édité des autocollants (format A6). Prix : 10 F les 5 exemplaires ; 40 F les 50 ex. et 70 F les 100 ex. Chèque à l'ordre de **Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union**.

## RENDEZ-VOUS

### CLERMONT-FERRAND

Le groupe Spartacus tient une table de presse et une permanence à l'**Ateneo, 8, rue de l'Ange**, chaque samedi, en après-midi.

### NANCY

Le groupe Jean-Roger-Caussimon organise, le lundi 29 mai, à partir de 20 h 30, à la **MJC Lillebonne de Nancy**, une réunion-débat avec René Berthier sur le thème : « De la guerre du Golfe à la Yougoslavie, les 50 ans du FMI ».

Groupe Jean-Roger-Caussimon c/o **CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy**.

### LILLE

Le groupe Humeurs Noires vous invite à participer au forum-débat organisé dans le cadre de la campagne anti-électorale, au **Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage [métro Fives], 59800 Lille)**, le samedi 10 juin, à 14 h 30.

### PRESLES (VAL-D'OISE)

Dans le cadre de la désormais traditionnelle **fête de Lutte Ouvrière**, qui se déroulera à Presles les 3, 4 et 5 juin (le week-end de Pentecôte), La Fédération anarchiste tiendra un stand (le n° 34). Par ailleurs, elle aura pour voisines la CNT et l'OCL.



700 INSOUMIS CONDAMNÉS

# Amnistie pour les réfractaires

LA PERMANENCE du militarisme dans les structures économiques et politiques est une évidence qu'il semble difficile de nier. La fin de la guerre froide avait été l'occasion pour les naïfs d'espérer un avenir plus pacifique, à défaut d'être pacifiste. De tels espoirs ont bien vite été déçus.

Après les grandes manœuvres meurtrières de la guerre du Golfe, le conflit yougoslave occupe durablement la première place du Box Office du carnage. La Tchétchénie est deuxième pour l'instant, et il y a quantité d'autres conflits moins médiatisés de par le monde.

Là où les armes ont cessé de parler ce sont les mines qui continuent de tuer ou d'estropier. Les victimes à retardement sont souvent des enfants. Les mines antipersonnel sont conçues pour ressembler à des jouets.

L'hypocrisie la plus cynique s'étale tous les jours devant nos yeux : les Etats qu'on dit riches et civilisés engloutissent des sommes énormes pour fabriquer de quoi faire des guerres tout en envoyant des Casques Bleus défendre la paix. C'est révoltant !

Nous n'avons donc pas fini de combattre le nationalisme et le militarisme. Le nationalisme, en effet, qu'il soit triomphant ou en lutte pour triompher engendre à coup sûr le militarisme liberticide qui gangrène la planète toute entière.

La Fédération anarchiste lutte contre l'Etat et le capitalisme dans le but de construire une société libertaire sans classes, sans Etat et sans armée... société qui fédérerait des individus ou groupes d'individus sans patries ni frontières. C'est cette aspiration à vivre d'autres futurs qui est le fondement de notre antimilitarisme.

C'est dans cet esprit que la Fédération anarchiste fait campagne

pour l'abolition pure et simple de la conscription.

La conscription militaire est évidemment un des vecteurs de la militarisation de la société : il s'agit de faire du citoyen un soldat convaincu qu'il existe un lien naturel entre l'armée et la nation, nation pour laquelle il faudrait être prêt à verser son sang.

## Abolir la conscription

La conscription civile relève des mêmes objectifs : il s'agit, là encore, de lier physiquement le citoyen à l'Etat. En uniforme ou pas, il faut servir la patrie en donnant de sa personne. Jospin et Chirac ont convenu lors de leur débat électoral qu'il serait bon de développer le service civil.

D'autre part les objecteurs de conscience, comme les appelés affectés à des tâches civiles, constituent un réservoir de main d'œuvre sous-payée, taillable et corvéable à merci, qui évite la création d'emplois utiles. C'est un avant-goût du travail précaire qui devient le lot quotidien d'un nombre croissant de jeunes.

La conscription est un des instruments de la militarisation de la société, c'est aussi un impôt sur la personne, une corvée de type féodal. Au nom de la liberté individuelle, au nom de ces pauvres droits de l'Homme, il est urgent de l'abolir.

C'est pourquoi la Fédération anarchiste soutient tous les réfractaires en butte à la répression étatique.

Le Collectif des objecteurs tarnais et l'équipe d'Avis de Recherche viennent de lancer une campagne pour l'amnistie des réfractaires au service national. La Fédération anarchiste a décidé de s'y associer.

Nous appelons donc tous nos militants et nos sympathisants à y participer en organisant toutes les actions de leur choix.

Solidarité avec les insoumis. Amnistie pour les réfractaires. A bas toutes les armées ! ♦

**GROUPE ALBERT-CAMUS - Toulouse**  
**UNION RÉGIONALE SUD-OUEST de la FÉDÉRATION ANARCHISTE**

## Solidarité avec Pierre Serres objecteur-insoumis

Après neuf ans de procédure et pas moins de huit procès, Pierre Serres vient de voir rejeter son recours en grâce auprès du Président de la République.

Condamné à une peine de six mois de prison ferme, il court le risque d'être arrêté et emprisonné à tout instant.

Fidèle à son engagement contre la conscription et contre le militarisme, la Fédération anarchiste se joint au Collectif des objecteurs tarnais pour exiger l'arrêt des poursuites à l'encontre de Pierre Serres.

Sa liberté dépend de notre solidarité. Nous ne pouvons tolérer que Pierre soit emprisonné pour avoir simplement défendu continuellement ses convictions antimilitaristes.

Plus largement, la Fédération anarchiste se joint à l'initiative lancée par Avis de Recherche et le COT pour demander l'amnistie pour tous les réfractaires. ♦

**52<sup>e</sup> CONGRÈS de la FÉDÉRATION ANARCHISTE (ROUEN, les 6,7 et 8 MAI 1995)**

## AFFAIRE PIERRE SERRES

# Un dimanche pas comme les autres à Castelnau (Tarn)

A Castelnau-de-Montmirail, petite bastide du Tarn, le 14 mai, c'est un beau dimanche ensoleillé qui commence. A 11 heures du matin, une foule nombreuse se rassemble devant la gendarmerie de ce village paisible. Elle est venue accompagner Pierre Serres, objecteur-insoumis au service national.

Pierre, qui se bat depuis dix ans (voir encart), qui est condamné à six mois de prison, et à qui la grâce présidentielle a été refusée, est convoqué à la gendarmerie « pour retirer un papier ». Le but de la manœuvre est évidemment son incarcération.

Grâce à la mobilisation rapide (en deux jours) et efficace du Collectif des objectrices et objecteurs tarnais (COT), 244 personnes sont là ce jour, montrant que la liberté d'opinion existe, que la condamnation de Pierre est une insulte à cette liberté ; et, comme dira une personne aux gendarmes, « nous sommes là parce que nous ne voulons pas que vous le preniez ».

Adultes, enfants, jeunes et moins jeunes... toutes et tous sont venus pour des raisons différentes mais complémentaires : des militants et sympathisants antimilitaristes, des pacifistes, des libertaires, des syndicalistes et puis la famille, les amis, les voisins de Pierre. Avec l'envie commune de ne pas le voir en prison.

Pierre entre dans la gendarmerie, accompagné d'un ami, et pendant une heure et demi nous attendrons, tendus et anxieux, devant les grilles fermées à clef. Les journalistes et la caméra de FR3 Toulouse sont là aussi ; ils filmeront jusqu'à la fin (et retransmettront le soir-même aux actualités régionales l'information).

A midi et demi, Pierre et René sortent. Applaudissements, moment d'émotion : il est relâché... provisoirement.

Pendant cette heure et demi d'attente, dont nous ne pouvions préjuger de l'issue, les gendarmes complètement débordés par la situation cherchent ordres et directives au téléphone, auprès de l'état-

major et du procureur. Finalement, le procureur donne l'ordre de relâcher Pierre, car, lui diront les gendarmes, « nous n'avons pas les moyens physiques de vous garder ».

Ce qui s'est passé ce 14 mai est exemplaire : c'est la preuve que la volonté et la mobilisation peuvent réussir. Un beau dimanche pour l'antimilitarisme, pour la liberté de conscience, pour la liberté tout court, qui montre que nous ne serons pas toujours les vaincus de la mémoire collective.

Pour Pierre, un beau dimanche aussi de solidarité et d'amitié qu'il n'oubliera pas, quelque soit la suite des événements. Car rien n'est résolu non plus pour les quelque 700 insoumis actuellement condamnés, incarcérés ou en voie de l'être.

C'est pour cela que la lutte doit rester quotidienne et vigilante, et qu'elle prenne forme, entre autres, dans cette campagne pour l'amnistie des réfractaires. Pour d'autres beaux dimanches, peut-être... ♦

**ANNE (gr. LÉO-FERRÉ)**

## CAMPAGNE POUR L'AMNISTIE DES RÉFRACTAIRES AU SERVICE NATIONAL

### Mode d'emploi

**Affiches en deux couleurs à commander au Collectif des objecteurs tarnais :**

- minimum de 40 exemplaires. Prix : 1 F l'unité.
- 40 ex. : frais de port 22 F (ordinaire) et 32 F (colissimo).
- de 40 à 80 ex. : frais de port 28 F (ordinaire) et 38 F (colissimo).
- plus de 80 ex. : frais de port 45 F.

**Chèque à l'ordre d'APEL c/o COT, BP 229, 81006 Albi cedex.**

**Pour tout contact, toute information complémentaire : COT, tél. : 63.38.39.55. Fax : 63.35.72.11.**

**Une pétition est également disponible auprès d'Avis de Recherche, BP 53, 75861 Paris cedex.**

### Pierre Serres 10 ans de procès pour délit d'opinion

- 4 février 1986 : Pierre Serres obtient le statut d'objecteur de conscience. Il refuse d'accomplir un service civil de remplacement.
- 3 novembre 1987 : Pierre Serres comparaît devant la Chambre spécialisée dans les affaires militaires de Toulouse.
- 20 décembre 1988 : Pierre comparaît à nouveau. Le procureur demande un renvoi le 17 janvier pour pouvoir préparer ses conclusions.
- 17 janvier 1989 : nouvelle comparution devant la Chambre spécialisée dans les affaires militaires de Toulouse.
- 21 février 1989 : la Chambre rend son verdict : relaxe. Le procureur fait appel.
- 30 mai 1989 : Pierre comparaît devant la Cour d'Appel de Toulouse.
- 29 juin 1989 : verdict de la Cour d'appel : un an de prison. Pierre se pourvoit en cassation.

- Juillet 1989 : à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution, les réfractaires à l'armée sont amnistiés.
- 3 décembre 1991 : les poursuites continuent. Pierre comparaît à nouveau devant la Chambre spécialisée de Toulouse.
- 18 décembre 1991 : verdict : six mois de prison avec sursis et retrait du statut d'objecteur de conscience. Pierre fait appel.
- 19 mai 1992 : comparution de Pierre devant la Cour d'appel de Toulouse. Le verdict sera de six mois de prison. Pierre se pourvoit en cassation.
- Octobre 1994 : la Cour de cassation confirme la peine de six mois de prison. Pierre Serres entreprend des démarches de demande de grâce auprès du Président de la République.
- 8 mars 1995 : la demande de grâce est refusée.
- 19 avril 1995 : Pierre est convoqué par le juge d'application des peines d'Albi. Il doit effectuer six mois de prison fermes. Son arrestation est imminente.



ÉCOSSE

# ...Et que vive le centre autonome d'Edimbourg !

« LES PORTES sont ouvertes entre Midi et quatre heures, chaque jour sauf le dimanche, et le Centre autonome est habité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Pendant les heures d'ouverture, un café végétalien animé — connu pour être bon marché et substantiel — est le pivot de l'activité du centre, et derrière les repas causants, des guirlandes de posters sur les murs annoncent des concerts, des réunions et des actions, alors que les tables nappées s'affaissent sous les tracts et les brochures expliquant l'anti-TVA sur le fuel, le Criminal (In)Justice Bill, « STOP the fascists », les arts communautaires, la vie des sans-abri, des sabotages de chasse, les droits homos, les droits des plaignants, les arriérés de la Poll Tax, le SIDA, auxquels s'ajoutent des publications féministes.

Au-dessus du café, l'étage de la mezzanine en pin est transformé en une confortable bibliothèque de référence et en une salle de lecture, tandis qu'à côté le bureau du centre conseille les demandeurs, qui téléphonent ou passent, sur les droits aux allocations.

Il y a aussi une salle de jeux bien équipée, pour les enfants, et une chambre noire au sous-sol. A l'étage, on trouve une masse de babioles artistiques avec lesquelles le Creative Resource Network fabrique les poupées et les accessoires pour son théâtre de rue. L'atmosphère générale est animée, joyeuse et sociable. Personne n'est payé ; n'importe qui peut s'investir... »

Non, non, ceci n'est pas un passage de livre d'anticipation. Ce lieu de vie a bel et bien existé à Edimbourg, au 103, Broughton Street, jusqu'à ce 1<sup>er</sup> décembre 1994, date à laquelle 80 flics ont violemment viré les personnes du centre, sur ordre du Conseil régional du Lothian. Actuellement, les bâtiments du 103 sont toujours vides, barrés avec des plaques d'acier et gardés vingt-quatre heures sur vingt-quatre par une équipe de gardes de sécurité.

Conçu au départ, en 1981, comme une entreprise charitable en

**« En 1992, le centre devient donc totalement autonome et bénévole, grâce à sa popularité... »**

réponse au chômage de masse, le centre s'est vite étendu et politisé (notamment au sujet de la Poll-Tax), ce qui déplut fortement à trois des administrateurs du centre, affiliés au Parti travailliste. Ces bureaucrates travaillistes et syndicaux mirent alors tout en œuvre pour reprendre le contrôle de la situation : changement des serrures du centre ; prise de matériel (presse typographique, six ordinateurs, caméra processeur, agrandisseurs, machine à laver pour les sans-abri, livres de comptes, boîte à dons et même des sachets de thé), le tout pour une valeur de 25 000 livres (1 livre = 8 francs), gel des 10 000 livres du compte bancaire du centre, blocage du courrier... Tout ceci en jouant de leur influence. En vain !

En 1992, le centre devient donc totalement autonome et bénévole, grâce à sa popularité, des concerts avec des groupes scéniques venant de toute la Grande-Bretagne et la location de locaux à des groupes communautaires ou autres. Mais la félonie des « politiciens » n'a pas de limites : une tricherie sur le bail et un rapport monté de toutes pièces par l'inspection du travail social sur l'état des lieux du centre amèneront à l'expulsion du 1<sup>er</sup> décembre, après deux ans de fonctionnement avec succès de cet espace communautaire sans subvention.

Aujourd'hui, le centre est toujours debout, dans des installations provisoires, au centre Saint-Stephen : conseil et solidarité sur les prestations et le non-paiement de la Poll-Tax, résistance au harcèlement des plaignants, espace de réunions pour des groupes, projet des arts populaires, espace d'exercices et de répétitions pour des danseurs et des groupes de théâtre... et combat pour la réouverture du 103, Broughton Street. Pour tout contact, écrire à : **The Centre c/o Peace and Justice Centre, St Johns, Princes Street, Edimbourg, Scotland.**

Contre l'oppression du néolibéralisme, explorons et organisons des alternatives. « L'action est la sueur du rêve », écrivait Louis Scutenaire, alors agissons au quotidien pour réaliser ce que nous voulons vivre et chassons la sclérose conformiste que nous impose le capitalisme ! ♦

HERVÉ et CATHERINE  
(Groupe libertaire de Tours)

ITALIE

# Umanita Nova au cours du siècle

Devant la masse d'articles de présentation de journaux anarchistes reçus pour le supplément au n° 1000, nous avons dû effectuer des choix. Nous vous livrons ici l'historique d'*Umanita Nova*, hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne.

*Umanita Nova* naît en 1920 comme quotidien anarchiste, dans une période d'une importance capitale pour le développement du mouvement anarchiste organisé de langue italienne.

Il naît en conclusion de tout un débat qui traversa le mouvement, par rapport aussi à la présence des autres périodiques existants à l'époque, et qui à la fin saisissent l'occasion d'une collaboration, aussi sur des positions distinctes, entre toutes les forces anarchistes, pour éditer le quotidien *Umanita Nova*, dont le directeur sera plus tard Errico Malatesta.

Dès le début, pourtant, il y eut une tentative de sabotage, la livraison de papier étant empêchée, même quand elle était déjà payée, par les papeteries, toutes sous contrôle gouvernemental. Ce sont les mineurs du Valdarno (Toscane) qui, utilisant la menace de la grève dans les mines de lignites fournisseuses des papeteries, imposèrent la livraison ponctuelle du papier pour *Umanita Nova*. On arriva rapidement au tirage de 50 000 exemplaires.

Durant la période des occupations d'usine en 1920 *Umanita Nova* est au côté des travailleurs. Avec l'avènement du fascisme et le carcan qu'il impose, la vie d'*Umanita Nova* devint quasi impossible. Il ne parvient pas en province, comme l'ensemble de la presse antifasciste il est détourné à la poste ; les reven-

deurs sont agressés et bastonnés. A cause de tout cela, *Umanita Nova* est contraint, en août 1922, de devenir hebdomadaire.

Après les années du fascisme, de l'exil, de la guerre d'Espagne... on commence, avec la résistance, à reparler d'*Umanita Nova*, avec en parallèle la volonté de réorganiser le mouvement. Il est donc décidé de publier *Umanita Nova* dans le maquis.

Au congrès de fondation de la Fédération anarchiste italienne, en 1945 à Carrare, il fut discuté de la publication à Rome d'*Umanita Nova* hebdomadaire comme instrument de propagande et de discussion à l'intérieur de l'ensemble du mouvement. De cette époque à nos jours, ce titre a tant bien que mal représenté la plus grande part du mouvement d'inspiration libertaire dans toutes ses contradictions, présent avec des fortunes diverses dans le monde du travail, dans la culture de gauche, dans les mouvements de lutte, dans les manifestations des antagonismes de classes.

*Umanita Nova*, hebdomadaire depuis l'après-guerre, a été témoin de ce qui s'est produit de notable dans la société italienne, dans la gauche, dans le mouvement anarchiste lui-même tout au long de ces années.

*Umanita Nova* continue à vivre, depuis 1920, exerçant une fonction de contre information, agitation et propagande anarchiste et libertaire, refusant même le plus minime financement privée ou d'Etat, chose pas du tout anodine compte-tenu du monopole et de la concentration de l'information actuellement en vogue.

Et c'est pour cela aussi que comme structure effectivement autogérée, pour sa subsistance, dans son organisation interne, et dans ses collaborations, pour l'univers et les objectifs de lutte des mouvements autogestionnaires et libertaires, qu'il se révèle être un espace hebdomadaire de mise en relief pour tout ceux qui continuent à nourrir un fort désir d'affranchissement, de liberté et d'égalité, surtout dans cette vie particulière de la société italienne dont le fantomatique passage de la première à la seconde République (à part une ultime avancée de la domination et de l'exploitation) voit augmenter à travers les moyens de communication de masse un fort conformisme politique et social qui a, entre autres objectifs, celui d'étrangler toute forme de contestation. ♦

« UMANITA NOVA »

## Associations

### NANTES : REPRÉSENTATION THÉÂTRALE ANTI-ÉLECTORALE

Après la Présidentielle et avant les élections municipales, « **Le Local** » (16, rue Sanlecque) vous invite à une représentation théâtrale anti-électorale, autour d'un texte décapant et acide, le vendredi 26 mai, à 20 h 30.

### CHOISY-LE-ROI : PIQUE-NIQUE DE L'AMITIÉ

L'association « Les Amis de Louise-Michel » du Val-de-Marne — avec le concours du groupe Etoile Noire de la FA et du Syndicat intercorporatif de Choisy-le-Roi (CNT-AIT) — vous invite à un « pique-nique de l'amitié » le dimanche 28 mai, sur le coup de midi, dans le **parc de Choisy-le-Roi** (situé à 500 mètres de la station SNCF de Villeneuve-Prairie), où vous serez attendus à l'entrée.

« Les Amis de Louise-Michel » nous précisent que la Maison de la Solidarité et de la Fraternité de l'Essonne (3, rue de l'Ecole, 91000 Evry) s'associe à l'organisation de ce pique-nique.

### LILLE : AFFICHE GRATUITE DU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX

« *Syndicats, associations, coopératives, comités de quartier... gérons la ville nous-mêmes ! Agir au lieu d'élire !* » Cette affiche (rouge et noire) est disponible gratuitement, sur simple demande, auprès du **Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux**, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

Il est à rappeler aussi que le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux tient une permanence chaque samedi de 15 h à 19 h.

### PARIS : PHOTOGRAPHIE SOCIALE ET DOCUMENTAIRE

Les éditions AIDDA viennent de publier le *Répertoire de la photographie sociale et documentaire*. 176 pages, 95 photos en noir et blanc. Cette seconde édition du *Répertoire* recense des centaines de sources photographiques publiques ou privées : photographes indépendants, agences, organismes spécialisés, musées... Ce guide pratique est le résultat d'une enquête nationale.

Prix : 60 F (+ 15 F de frais de port). A commander à : **AIDDA, 21, rue Simart, 75018 Paris. Tél. : 42.55.06.86. Fax : 42.59.24.20.**

### LILLE : MARCHE « AC ! »

La marche régionale contre le chômage, organisée d'Arras à Lille, arrivera à Lille le samedi 3 juin. Une manifestation est prévue ce jour-là de la **Porte des Postes** (départ à 14 h) jusqu'à la **Grand'Place**. La CNT-AIT sera présente.

### LE HAVRE : « LE LIBERTAIRE » ET LE DÉSARMEMENT UNILATÉRAL

Le mensuel *Le Libertaire*, dans le cadre de la campagne pour le désarmement unilatéral menée conjointement avec l'Union pacifiste et la Libre Pensée, a édité une carte postale, une lettre type, un argumentaire et une plaquette explicative. Ce matériel est disponible contre une enveloppe timbrée à 3,50 F. Les cartes postales sont disponibles sur la base de 6 F les dix exemplaires.

Pour toute commande s'adresser à : **Le Libertaire, 25, rue Dumé-d'Aplemont, 76600 Le Havre.**

PHILOSOPHIE

# « Du droit du peuple à faire la révolution »

Johann Benjamin Erhard - éditions L'Age d'Homme

Avec l'aide de quelques collègues de Suisse et de l'étranger, j'ai réalisé une traduction commentée des principaux écrits de philosophie politique du kantien et « jacobin » allemand Johann Benjamin Erhard (1766-1827), accompagnée d'une introduction et de deux études (dont une est originale). Cette traduction est parue en 1993, auprès de l'éditeur L'Age d'Homme de Lausanne.

Les écrits politiques d'Erhard nous semblent pouvoir intéresser le public du *Monde libertaire*, dans la mesure où ils présentent, bien que leur auteur soit encore peu connu, tout à la fois un intérêt pour l'histoire des idées, pour l'histoire de la philosophie et pour la réflexion actuelle en philosophie politique.

Dans le domaine de l'histoire des idées, en effet, Erhard représente de façon exemplaire le mouvement démocratique radical allemand de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, favorable à la Révolution française et à ses tendances les plus radicales, dit « jacobinisme allemand ». Or, en Allemagne même, ce n'est que récemment qu'on a découvert l'ampleur de

ce courant, qui demeure largement ignoré à l'étranger. Les traductions françaises de textes représentatifs de ce mouvement d'idées font particulièrement défaut. L'étude de H.G. Haasis (éditeur du texte original et spécialiste de ce mouvement) met particulièrement en relief la place de l'auteur dans le « jacobinisme allemand ».

Dans le champ de l'histoire de la philosophie, au sens le plus strict, il convient de remarquer qu'Erhard a été l'interlocuteur et le correspondant de Kant, de Reinhold et de Schiller, qui ont tous témoigné d'une haute estime pour lui. Elève des deux premiers, il est en philosophie théorique et en morale un kantien orthodoxe, mais il défend en philosophie politique des thèses fort différentes de celles de Kant, en particulier sur le problème du droit de résistance et de révolution (tout au moins par rapport au Kant des interprétations classiques). Sa défense du droit de révolution, basée sur les principes moraux de Kant, fournit donc un point de comparaison utile pour interpréter et critiquer la position de

Kant en la matière. Erhard a également été un critique attentif des *Contributions sur la Révolution française* de Fichte. Si, en philosophie théorique, il s'est vivement opposé à la conception fichtéenne du système philosophique, il partageait en revanche en grande partie les opinions du philosophe de Iéna en philosophie juridique et politique. Cet accord au niveau des principes fondamentaux ne l'a pas empêché de formuler, dans sa *Recension de l'ouvrage de Fichte sur la révolution* (traduite et commentée), une critique des conceptions que le jeune Fichte se faisait du contrat social et de la propriété, critique si pertinente qu'elle a vraisemblablement influencé le développement ultérieur de la philosophie sociale fichtéenne. L'introduction et le commentaire des textes (sous forme de notes de bas de page) sont consacrés en particulier à l'étude de ces relations entre la pensée d'Erhard et celle des philosophes contemporains.

Enfin, la « Dédution des droits de l'homme » à partir des principes de la philosophie pratique de Kant et la

défense d'un droit de résistance (et même, dans certaines circonstances, de révolution) appuyée sur les droits de l'homme ainsi déduits présentent, nous semble-t-il, un intérêt assuré pour la réflexion contemporaine en philosophie sociale. En effet, si parfois la composition du texte d'Erhard laisse quelque peu à désirer (défaut auquel le traducteur a cherché à remédier en intercalant dans le texte des sous-titres visant à mettre en relief le fil conducteur de la pensée), les arguments qu'il présente sont en revanche souvent convaincants. L'étude de S. Colbois est consacrée à une comparaison systématique des arguments de Kant et d'Erhard concernant le droit de résistance et à une évaluation de leur rapport à la discussion actuelle.

Je me permet enfin de remarquer que la quasi-totalité des textes traduits (seules 6 pages — l'*Appel*

*réitéré à la Nation allemande* — font exception) paraissent pour la première fois en français, deux des textes (les deux articles sur l'« Autocratie ») n'ayant d'ailleurs pas été réédités en allemand depuis 1793. De plus, aucun de ces textes n'a — à notre connaissance — été traduit en anglais et seuls de brefs extraits en ont été publiés en espagnol. Une traduction italienne parue en 1971 est aujourd'hui introuvable ; elle était d'ailleurs, d'après le témoignage de l'éditeur allemand (H.G. Haasis) assez infidèle. ♦

ALAIN PERRINJAQUET

N.B. : *Du droit du peuple à faire la révolution et autres écrits de philosophie politique (1793-1795)*, J. B. Erhard, éditions L'Age d'Homme, CP 67, CH-1000 Lausanne 9. 50 francs suisses (plus 2 FS de port). Pour toute commande, envoyez un mandat international.

## Hors des sentiers battus de l'édition

**COOPÉRATIVE** — « Votre copie est excellente mais ne correspond pas à nos critères actuels de production. » Telle est bien la réponse qui risque désormais d'être faite aux écrivains plus impatients d'explorer le territoire de la langue que de fabriquer d'éphémères produits de consommation. Inexorablement, le garrot se resserre. Il n'est plus temps de spéculer sur les causes de l'asphyxie. Il faut agir. C'est ce que vient de faire un collectif d'écrivains en créant une coopérative qui aura pour fonction de publier des livres considérés comme difficiles, de les diffuser, d'inviter les auteurs à s'expliquer. On peut s'inscrire à ce programme d'autogestion en prenant contact avec : **Yves Jouan, 118, rue Rateau, 93120 La Courneuve. Tél. : (1) 48.36.75.55.** Le siège social de la Coopérative des écrivains est au 22, rue de Belleville, 75020 Paris.

Le projet s'est continué à l'initiative de Bernard Noël et de Dominique Grandmont.

**ÉDITIONS COMP'ACT** — A contre-courant, les éditions Comp'act conduisent courageusement un double projet d'édition : une revue passionnante, *La main de Singe* et quelques collections de vraie littérature. Entre un Egon Schiele et un Zanzotto assorti de quelques dessins très charnels de Fellini vient de paraître une traduction des poèmes de Robayna : *La Roche*. Dans cette poésie narrative où le propos se resserre physiquement sur son lieu d'émergence, la forme humaine apparaît comme une ombre plus qu'incertaine. Peut-être est-ce parce Robayna est originaire des Canaries, que la lumière est tellement présente dans sa poésie qu'elle souligne si crûment l'ultime tension du muet. Une chose est sûre, le rythme de son écriture syllabique restitue d'une façon très originale la tension d'une présence partout occultée par les effets pervers de la rumeur et du discours. Peindre les choses en des touches si délicatement pudiques ne pouvait qu'atteindre à la célébration d'une pureté qui de notre côté déserte le regard mais qui du côté du monde demeure à jamais virgine. Robayna écrit et pense contre l'oubli.

Andrés Sanchez Robayna, *La Roche*, préface de J.A. Valente, traduction de J. Ancet, éditions Comp'act. ♦

CLAUDE MARGAT

## MUSIQUE

### « Octaedre » : un nouvel album de François Tusques, avec Axololt Jazz, un nouveau label

Le dernier disque du pianiste François Tusques est un hommage au grand écrivain franco-argentin Julio Cortazar ; cet album *Jazz et Tango* s'inscrit dans le cadre des manifestations marquant le dixième anniversaire de la mort de l'écrivain.

A travers des morceaux originaux et des thèmes-clés transparaissent les musiciens qu'aimait Julio Cortazar : Charlie Parker, Earl Himes, Thelonius Monk, Bud Powell, Charlie Mingus, Billie Holiday...

La complicité d'Isabel Juanpera nous restitue un des plus beaux tangos, *Sur* (Sud).

César Stroschio (bandonéon) et Bernard Vitet (trompette) ajoutent leur talent à cette réussite qui se termine sur un extrait d'intérieur de Cortazar lui-même. ♦

ROSE PARADIS

N.B. : CD en vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 136 F (plus 10% de frais de port).

## L'HISTOIRE ROMANCÉE

### « Les babouins du zoo de Barcelone »

René Grando - éditions Trabucaire

La préface aurait pu débiter par ces quelques vers du chanteur Utgé-Royo : « *Je pense à vous vieux compagnons... et pardonnez si ma chanson vous refait mal à votre Espagne* ». D'ailleurs, le livre (1) achevé, mettre sur sa platine le disque d'Utgé-Royo *Chansons d'hier soir* serait salutaire pour le moral et, pourquoi pas (re)lire dans la foulée l'*Espagne libertaire* de Gaston Leval (2).

René Grando avait déjà fait œuvre d'historien en participant à *Camps du mépris*, récit de l'exil des républicains espagnols après leur défaite face aux troupes franquistes, marocaines, italiennes et allemandes. Aujourd'hui, il nous livre une histoire romancée de cet épisode douloureux.

L'exil, le passage de la frontière française va pousser dans les bras l'un de l'autre Miquel, l'ouvrier

catalan, et Ana, la paysanne murcienne, pour mieux les séparer.

Ana connaîtra le *campo civil*, le camp d'Argelès réservé aux femmes, puis rejoindra le maquis comme agent de liaison après l'assassinat par la Milice française de son oncle Eusébio. Pour Miquel, le fils d'un anarcho-syndicaliste tué durant les combats de juillet 1936, sa vie sera une suite d'évasions. Les barbelés de la sinistre plage d'Argelès ne retiendront pas très longtemps Miquel, pressé de reprendre le combat en Espagne. Son passage à rebours de la frontière ne sera guère couronné de succès et le conduira à la citadelle de Collioure. Là sont parqués, par les autorités françaises, les irréductibles, les anarchistes, les membres des brigades internationales... Il y rencontrera son futur pote Filippo, un Juif polonais. Vichy les livrera comme

esclaves aux Allemands, en zone occupée. Une nouvelle évasion aura le mérite d'éviter le départ définitif (!) pour Mathausen. Mais le passage de la ligne ne va guère changer leur situation, le camp du Vernet va les accueillir jusqu'à ce qu'un bateau les emporte de l'autre côté de la Méditerranée... dans les compagnies disciplinaires. Filippo, qui avait échappé aux pogroms de Pologne, crèvera sous le soleil pour construire le rêve pharaonique de l'Etat français : le Transaharien. Miquel prendra là, dans le désert, une dernière fois la route de l'évasion.

Le livre fini, les tripes serrées par tant d'injustice, on ose espérer que le prochain ouvrage de René Grando sera moins noir, mais peuplé d'autant de salauds, de lâches, de héros, d'illuminés tel le fakir, de généreux, d'être humains quoi ! *Les babouins du zoo de Barcelone* est, vous l'avez compris, un livre à dévorer, mais uniquement si l'on n'a pas le bourdon... ♦

JEAN-MARC  
(gr. Albert-Camus - Toulouse)

(1) Editions Trabucaire. Prix : 95 F.  
(2) Editions du Monde Libertaire. Prix : 60 F.  
En vente à la librairie du Monde Libertaire... de même que le disque de Serge Utgé-Royo, *Chansons d'hier soir*.

Enregistrement public d'un CD  
par ALAIN AURENCHÉ

SAMEDI 27 MAI - 21 h

au THÉÂTRE JEAN-VILAR de VITRY-SUR-SEINE (94)

9, avenue Youri-Gagarine

(bus 180 ou 183, arrêt : Mairie-de-Vitry)

Entrée : 120 F. Réservation au 40.31.79.18

Chèque à l'ordre de « La Rose Noire »

BP 23, 95580 Andilly



BILLET D'HUMEUR

## En arrière toute !

Travail, famille, patrie sont à l'ordre du jour. Mais en ces temps de libéralisme sauvage, de mondialisation de l'économie, des échanges, travail et patrie sont en difficulté.

Le chômage, la précarité, côtoient l'exploitation forcée. La circulation des personnes, les déplacements de populations fuyant famine, guerres, dictatures exacerbent les nationalismes guerriers.

Alors, les pouvoirs, cherchant une solution au mieux de leurs intérêts, ont trouvé la panacée : la famille.

L'ordre islamique, l'ordre papal, l'ordre onusien, l'ordre républicain, c'est l'ordre familiariste.

L'assemblée générale des Nations-Unies a proclamé 1994 : « année de la famille », avec pour devise : « Construire la plus petite démocratie au cœur de la société ».

Savez-vous qui a écrit : « la destruction de la famille signifierait la fin de cette humanité supérieure... le but final de tout développement vraiment organique et logique doit être toujours la famille. » C'est Adolf Hitler dans *Mein Kampf* ; Hitler mis au pouvoir par le jeu démocratique. Terrifiant, non ! ♦

NELLY TRUMEL

LYON

# Agir contre le racisme dans les universités

PARMI LA DIZAINE de comités de défense des étudiants étrangers qui existent au niveau national, le CDEE de Lyon, créé en octobre 1994, regroupe des individus militants syndicaux ou non et dont le principe a été de conserver dès le départ une totale indépendance vis-à-vis des organisations politiques ou syndicales, à qui nous demandons un soutien lors de nos actions.

Le CDEE s'est constitué en réaction aux mesures discriminatoires dans le domaine universitaire.

D'abord, la circulaire Sauvémarchand de 1991 qui autorise la préfecture à avoir un droit de regard sur le « sérieux et la réalité des études » reflète une collaboration étroite entre le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Éducation nationale, collaboration entérinée par la circulaire Bardet, de juillet 1994.

Cette inféodation des présidents d'universités aux préfectures de

police nous paraît inacceptable, et nous avons mené cette année une lutte pour obtenir que les présidents d'universités se positionnent sur ce point. Le président de Lyon II a donné clairement son soutien aux étudiants étrangers. Les présidents de Lyon I et Lyon III, quant à eux, continuent d'agir au cas par cas, en acceptant d'intervenir pour une lettre à la préfecture.

De même, nous avons répondu à cette politique discriminatoire et raciste, d'autant plus nette depuis les lois Pasqua qui instaurent ouvertement une préférence nationale et un droit du sang, par une information durant toute l'année auprès des étudiants étrangers ou nationaux sur les textes de lois et circulaires, ainsi que sur les démarches à engager en cas de refus de la carte de séjour. La lutte juridique que nous avons menée au cas par cas (avec l'aide des avocats de la CIMADE) pour une quinzaine de refus de renouvellement de carte montre que les

préfectures agissent en jouant surtout sur un rapport de forces, arbitrairement, par des pressions psychologiques sur les étudiants étrangers. Pour preuve le fait que presque tous les refus de renouvellement de carte de séjour que nous avons mené au Tribunal administratif ont été cassés.

Si le soutien juridique et psychologique que nous avons apporté aux étudiants étrangers nous apparaît essentiel et si l'on peut assurer qu'une pression sur la préfecture et sur l'administration de l'université peut porter ses fruits, il faut rester vigilant. Il apparaît que, depuis deux semaines par exemple, la police va directement chercher au domicile des étudiants étrangers dont la carte de séjour n'a pas été renouvelée, et cela sans passer par les procédures légales. Ceci concerne deux étudiants dans le Rhône. Face à cette politique,

nous tentons également de lutter en amont, en aidant aux démarches d'inscription dans les universités, à partir du pays d'origine, car la dissuasion se fait de plus en plus à ce niveau. Devant cette multiplication des refus de cartes de séjour à des étudiants, nous avons aussi adopté une stratégie directe qui consiste à occuper les locaux des universités (comme cela s'est passé à Lyon I, alors que le président refusait de soutenir un étudiant libanais). Nous sommes bien entendu prêts à recommencer si cela s'avère nécessaire !

Il s'agit de continuer, dès la rentrée 1995, cette double action, sur les universités et sur les préfectures, pour obtenir que le statut d'un étudiant étranger soit le même que celui d'un étudiant français. ♦

COMITÉ de DÉFENSE des ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

HOMMAGE

## Henri Laborit

Radio Libertaire, le Monde libertaire, les militantes et militants de la Fédération anarchiste s'associent à la peine des proches d'Henri Laborit, décédé le jeudi 18 mai. Nous conserverons le meilleur souvenir de cet homme, neurophysiologiste de renommée internationale, qui avait su trouver le temps de présenter sur notre antenne ses livres, anciens ou plus récents. Entre ses recherches scientifiques, son travail d'écriture et sa vie personnelle, il nous a fait partager ses réflexions, avec gentillesse, modestie et intelligence. Sans jouer les vedettes, il se sentait chez lui dans nos petits studios.

Après Mai 68, dans son livre *Idées sur l'autogestion*, il avait tenté de creuser et d'expliciter ce thème de l'autogestion qui nous est cher, sans prétendre détenir « la » vérité.

Nous sommes tristes de penser que, jamais plus, nous ne profiterons de son intelligence. Il nous restera quelques cassettes et de nombreux livres, ce dont nous le remercions. ♦

ELISABETH CLAUDE  
(Présidente de Radio Libertaire - FA)

N.B. : cassettes (en cours de réédition) et livres en vente à la librairie du Monde Libertaire :

— *L'Homme et la ville* ; *Eloge à la fuite* ; *La Colombe assassinée* ; *Copernic n'y a pas changé grand chose*. Prix de chaque cassette 60 F.  
— *L'Homme et la ville* (1971), 39 F ; *Eloge à la fuite* (1974), 31,50 F ; *La Colombe assassinée* (1983), 100 F ; *La Nouvelle grille*, 45,50 F ; *L'Homme imaginant*, 37 F ; *Biologie et structure*, 26 F ; *Dieu ne joue pas aux dés* (1987), 35 F ; *L'agressivité détournée*, 37 F ; *La Vie antérieure* (1989), 44 F, *L'Esprit du grenier* (1992), 125 F et *La Légende des comportements* (photos, 1994), 295 F.  
Chèque à libeller à l'ordre de Publico (ajoutez 10% de frais de port).

BILLET D'HUMEUR ANTICLÉRICAL

## Dandy de blanc vêtu

Imbéciles et gredins se presseront, combien nombreux !, pour assister en Belgique à la pavana de Saint-Tartuffe. Que la canaille ensoutanée accoure glorifier son maître bancal de corps et d'esprit se comprend ; mais n'y aura-t-il donc en aucun des cerveaux cent fois bénis des chrétiens qui se déplaceront les 3 et 4 juin ce doute, cette pensée qui permettra d'affirmer qu'« Et fiat lux » (Et il fit la lumière). Prions pour que cela soit. D'ailleurs, cela sera : il serait totalement statistiquement impossible qu'aucun d'eux après avoir effeuillé l'aile de saint Pierre — « je crois un peu, beaucoup... pas du tout » — ne comprenne qu'on ne mène personne sur le chemin de Dieu en jonchant les routes traversières de péchés et damnations comme en sème le subtil poète et écrivain Jean-Paul II. Il serait incroyable que nul de ces chrétiens migrants ne voit se dessiner dans le ciel les signes de ces vérités : l'erreur est une légende douloureuse ; les antéchristes, les peines éternelles ne sont que le produit du doute et nous n'avons pas le droit — jamais — de douter des capacités de l'homme ; s'il s'abaisse nous le loueront pour le relever, et s'il se dresse de lui-même, nous le louerons davantage. La seule moralité qui vaille n'est ni habillée de feuille de vigne, ni de papier jauni : elle est parée de dignité et de joie de vivre, quant à ses armes, elles doivent être d'un fer d'un acier particulier, trempé, ô mes frères, dans le lait de la liberté. Mais pour la

majorité d'entre eux rien de tout cela ne sera visible : ils préféreront lorgner le carnaval romain de tabous, de péchés orchestrés par le grand clown blanc.

La question qui fait méditer reste : quel hasard assure-t-il que le charme de ce dandy moyenâgeux persiste ? que la foule énamourée boive encore ses paroles mensongères ? ; quel sort veut-il que nul Emile Henry de ce siècle ne soit venu clairsemer cette masse bête, que les Caserio, les Vaillant, ne fassent goûter les racines de pissenlit au conteur de fleurettes vaticanes ?

Comme nous méditons ce sujet, l'illumination nous est venue : avec ou sans Jean-Paul l'orateur, cette

engeance s'apparente toujours à la chienlit : plus on l'arrache, plus ça reproduit.

Quant au charme des niaiseries, il se rompra au fur et à mesure que les sceaux de nouvelles bulles papales seront rompus laissant lire de nouvelles restrictions ; les catholiques comprendront que « les libertés ne se donnent pas : elles se prennent ».

De toute manière si, malgré les statistiques, aucun d'eux n'ouvre les yeux sur ce monde nous leur pardonnerons car ils ne savent pas ce qu'ils font et nous leur souhaitons ni dieu ni maître. ♦

OLIVIER HERTMANS  
(Bruxelles)

## SOMMAIRE

Page 1 : De la nécessité de refuser la banalisation du Front national (suite p. 3). Un nouveau gouvernement pour une même politique (suite p. 4).  
Page 2 : L'ASTI nantaise dans le collimateur.  
Page 3 : De la nécessité de refuser la banalisation du Front national (suite de la « une »). A la petite semaine : Indépendance syndicale.  
Page 4 : Un nouveau gouvernement pour une même politique (suite de la « une »), Parutions, Rendez-vous FA.  
Page 5 : Amnistie pour les réfractaires, Solidarité avec

Pierre Serres, Un dimanche pas comme les autres à Castelnau, Amnistie mode d'emploi.  
Page 6 : ...Et que vive le centre autonome d'Edimbourg, *Umanita Nova* au cours du siècle, Associations.  
Page 7 : Du droit du peuple à faire la révolution de Erhard, Les babouins du zoo de Barcelone de René Grandot? Hors des sentiers battus de l'édition, *Octaedre* : un nouvel album de François Tusques.  
Page 8 : En arrière toute !, Henri Laborit, Agir contre le racisme dans les universités, Dandy de blanc vêtu.